

Confier les plans de relance aux populations rurales



L'éditorial de Pierre Coopman
Rédacteur en chef de *Défis Sud*

L'affirmer est banal : la crise du Covid-19 a été une alarme de plus pour les systèmes alimentaires mondiaux. À l'heure de clôturer cette édition annuelle de *Défis Sud*, les espoirs que les signaux seront suivis d'effets à la hauteur des enjeux sont pourtant maigres.

En 2014 déjà, durant une conférence à Bruxelles à la fin de son mandat de Rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter expliquait que nos dirigeants sont très informés des dangers, mais que lorsqu'il s'agit de passer à l'action, le « *business as usual* » reprend le dessus. Cette dissonance cognitive concerne les décideurs du plus haut niveau. À l'échelle de l'Union européenne, un chaînon paraît manquer (page 24) : « *Compte tenu des nombreux cloisonnements institutionnels, il semble difficile de réformer différentes politiques simultanément et d'y ajouter davantage de cohérence.* » Il n'y a donc pas que des contraintes techniques ou économiques au changement, les blocages sont également politiques.

Cette année, *Défis Sud* publie une analyse (page 36) des déséquilibres qui verrouillent les possibilités de transformation des systèmes alimentaires. Les États, dans le monde entier, sont prisonniers d'impératifs de concurrence qui les empêchent de prendre des mesures transformatrices par crainte « *d'empiéter sur le pouvoir des acteurs économiques dominants* ». Néanmoins, dans ses conclusions (page 4), Laurence Roudart, professeure à l'Université libre de Bruxelles (ULB), rappelle que « *les initiatives agricoles et alimentaires alternatives se multiplient* ». Et elle s'interroge : « *Comment articuler ces initiatives aux politiques publiques nationales et internationales, de manière que les secondes intègrent les aspirations exprimées dans les premières ?* »

Car les aspirations ne suffisent pas. Il faut financer les projets des jeunes ruraux. Notre dossier (page 43) illustre par quelques témoignages que les politiques d'appui aux jeunes rurales doivent prendre en compte une grande diversité de contextes. Ces appuis doivent être contrôlés par la sphère publique dans le cadre de processus réellement participatifs et démocratiques.

2020 marquait également les soixante ans d'indépendance de nombreux États africains où travaillent les partenaires de SOS Faim. Nos articles (pages 70 à 89) qui tirent le bilan de ces six décennies en Afrique de l'Ouest et en République démocratique du Congo constatent un désinvestissement historique des États dans leurs secteurs agricoles. Dans l'interview qu'elle nous a accordée (page 82), Victorine Vasyanira, paysanne congolaise, conclut sans détours que les plans de relance devraient désormais être confiés aux populations rurales par des politiciens qui ont véritablement le sens de l'État.

Après la crise du Covid-19, les États et leurs dirigeants doivent écouter, soutenir et accompagner les populations rurales. Il en va de la transformation et de l'avenir des systèmes alimentaires durables. ■